



# Unité

35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ile-et-Vilaine - N° 153 - Mars 2003 - 0,76 euros

## Congrès de Dijon LES MOTIONS

|  |               |
|--|---------------|
| Projet Socialiste pour l'Ile-et-Vilaine              | <i>page 2</i> |
| Pour un grand Parti Socialiste - A                   | <i>page 3</i> |
| Un projet ambitieux pour le Parti Socialiste - B     | <i>page 4</i> |
| Pour un nouveau Parti Socialiste - C                 | <i>page 5</i> |
| La Motion Militante... pour que vive la gauche ! - D | <i>page 6</i> |
| Pour un nouveau monde, un autre chemin - E           | <i>page 7</i> |
| Une politique hégémonique et anti-sociale            | <i>page 8</i> |

# Ille-et-Vilaine

## PROJET SOCIALISTE POUR LE DÉPARTEMENT

Nous devons d'ores et déjà nous mobiliser pour conquérir la majorité au Conseil Général d'Ille-et-Vilaine. En 1998, la gauche a connu un succès remarquable à quelques voix de la victoire ; en 2001, elle a confirmé son audience dans notre département. En 2004, tous les espoirs sont permis.

Il nous faut préparer les élections cantonales de l'année prochaine en proposant aux habitants d'Ille-et-Vilaine un projet construit ensemble.

Le Groupe Socialiste du Conseil Général et la Fédération du Parti Socialiste ont mis en place des groupes de travail chargés de préparer les grands orientations du projet qui répondra aux aspirations et aux attentes des habitants. Voici la liste des commissions et les thèmes auxquels les militants intéressés sont invités à participer.

**1 — Emploi et développement économique** : le droit à l'emploi, l'insertion par l'économique, la sécurité au travail et dans l'emploi.

**2 — Politique des personnes âgées et des handicapés** : la justice sociale envers les personnes âgées et envers les handicapés.

**3 — Education, petite enfance, adolescence** : l'accueil et l'éveil de la petite enfance, les centres de loisirs, une grande politique en faveur de l'adolescence, l'éducation dans les collèges.

**4 — Droit à l'épanouissement** : la culture, les pratiques sportives.

**5 — Droit à la sécurité** : la sécurité des biens et des personnes, le sentiment de sécurité, la sécurité routière.

**6 — Equilibre territorial** : la préservation du cadre de vie, le développement du bien-être, la préservation de notre environnement, la reconquête de la qualité de l'eau, la sécurité sanitaire.

**7 — Aménagement du territoire** : l'aménagement équilibré, la vitalité des pays et de l'intercommunalité.

**8 — Démocratie participative** : le développement de la participation des citoyens aux décisions qui les concernent.

### COUPON RÉPONSE

à adresser à la Fédération du PS  
45 bis boulevard de la Liberté - 35000 Rennes

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

souhaite être invité aux réunions des groupes de travail  
[préciser le(s) numéro(s) des thèmes] : \_\_\_\_\_

La politique du Conseil Général intéresse  
votre vie quotidienne.

## Les élus socialistes viennent en débattre avec vous.

- La droite augmente les impôts de 20% en deux ans (après les avoir augmenté de 12,5% entre 1993 et 1997 puis baissé de 10% entre 1999 et 2001). La droite a une gestion très électoraliste de l'argent public. Il ne fallait pas perdre la majorité en 2001 !
- Ni l'APA, ni les services d'incendies ne justifient l'augmentation d'impôts de 2003 ; prétendre le contraire serait un mensonge. Était-il besoin, en période de crise, de lever 17 millions d'euros supplémentaires simplement pour alimenter le fonds de roulement ?
- La droite baisse de 20% les subventions aux associations culturelles et sportives : l'épanouissement des personnes ne constitue pas sa principale préoccupation.
- La droite attribue 2 fois moins aux collèges que la moyenne nationale : l'éducation ne constitue pas pour elle une priorité.
- La droite prévoit 1 200 places d'hébergement pour les personnes âgées quand il faudrait envisager 6 000 lits.
- La droite se refuse à attribuer des moyens conséquents pour mener des actions en faveur de l'enfance, de l'adolescence, de la famille.
- La droite ne manifeste aucune volonté d'aménagement du territoire quand des communes souffrent d'un manque cruel d'équipements.

Réunions et débats publics dans tous les pays du département d'Ille-et-Vilaine avec Jean-Louis Tourenne et les Conseillers Généraux du Groupe Socialiste et Démocrates de Progrès.

| LIEU DE LA RÉUNION  | DATE ET HEURE                      |
|---|------------------------------------|
| <b>REDON</b><br>Centre social - Rue Guy-Pabois            | Vendredi 4 avril 2003<br>20 h 30   |
| <b>CHANTEPIE</b><br>Maison pour Tous                      | Samedi 5 avril 2003<br>9 heures    |
| <b>VITRÉ</b> (salle du Mée)<br>(Face au Centre Leclerc)   | Mercredi 9 avril 2003<br>19 heures |
| <b>MONTFORT-SUR-MEU</b><br>Salle n°4 - Derrière la Mairie | Vendredi 11 avril 2003<br>20 h 30  |
| <b>LA MÉZIERE</b><br>Mairie                               | Samedi 12 avril 2003<br>9 heures   |
| <b>ST-AUBIN-DU-CORMIER</b><br>Salle des Fêtes             | Lundi 14 avril 2003<br>18 h 30     |
| <b>LIFFRÉ</b><br>Centre Culturel                          | Lundi 14 avril 2003<br>20 h 30     |
| <b>SAINT-MALO</b><br>Mairie Annexe de Paramé              | Mercredi 16 avril 2003<br>20 h 30  |

## POUR UN GRAND PARTI SOCIALISTE

Après six mois de débat militants et deux mois consacrés aux contributions, nous entrons à présent dans la phase décisive de notre congrès de Dijon : celle des motions où **les militants choisissent par leur vote l'orientation de notre parti pour les 3 années à venir.**

Il nous faut d'abord tirer toutes les leçons du 21 avril. Notre élimination au premier tour de l'élection présidentielle n'est pas une défaite comme une autre, nous restons fiers des grandes réformes accomplies avec Lionel Jospin, mais il nous faut aller au bout de la compréhension des causes de nos échecs.

L'heure n'est pas encore à l'élaboration de notre programme de gouvernement pour 2007. **Mais le Parti Socialiste doit affirmer clairement une ligne de gauche, réformiste, européenne et internationaliste.**

### 1. RÉAFFIRMER UNE LIGNE POLITIQUE DE GAUCHE CRÉDIBLE :

• **Contre la mondialisation libérale et l'hégémonie américaine, nous voulons construire un « autre monde » : une mondialisation au service des peuples.** La tâche du Parti Socialiste est d'offrir un débouché politique aux mouvements critiques de la mondialisation libérale. Ce **nouvel internationalisme** doit trouver corps dans nos combats pour réformer les institutions internationales, refuser la marchandisation généralisée, organiser une nouvelle redistribution des richesses en faveur des pays du Sud.

• Etre de gauche dans la mondialisation, **c'est faire le choix de l'Europe fédérale, sociale et démocratique.** Ni « eurobéats » ni « eurosceptiques », nous affirmons lucidement qu'une réorientation du cours actuel de la construction européenne est urgente. Elle passe principalement par une Europe fédérale, une constitution démocratique, un Traité social et la formation d'une avant-garde pour aller plus loin et plus vite, notamment en matière de défense.

• **Face à l'offensive de la droite, nous devons défendre les salariés et l'ordre public social :** pour reconquérir les catégories populaires qui nous ont fait défaut le 21 avril, notre parti doit se mobiliser pour l'emploi, contre les licenciements abusifs, proposer de nouvelles protections face à la précarité, défendre le pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires, protéger et garantir l'avenir de la protection sociale et en particulier des retraites.

• **Les impôts justes pour des services publics forts et efficaces :** la dérégulation libérale menace nos services publics qui sont au cœur de notre modèle de cohésion sociale. Nous devons les défendre et les rénover. Notre motion prend sur ce point des engagements clairs.

• le développement des discriminations impose de **redonner vitalité à la République, au civisme, à l'éducation, à la laïcité** pour construire une société du bien-vivre, plus démocratique, plus solidaire.

### 2. CONSTRUIRE UN GRAND PARTI SOCIALISTE :

C'est aussi parce que notre parti n'était pas assez fort que nous avons perdu le 21 avril. L'approfondissement de notre action fait partie intégrante de notre projet.

• **un parti ancré dans la société,** plus ouvert et plus représentatif.  
• **un parti de la démocratie militante** où les militants sont directement et régulièrement consul-

tés pour trancher les débats politiques essentiels.

• **un parti actif, combatif, efficace dans son rôle d'opposant.**

Notre motion est celle qui avance le plus de propositions concrètes. Elles seront immédiatement applicables dès le Congrès de Dijon.

### 3. RASSEMBLER LA GAUCHE POUR PRÉPARER L'ALTERNATIVE À LA DROITE :

La gauche doit trouver le chemin de l'unité. Le congrès de Dijon doit en être le point de départ. **Les insuffisances de la Gauche Plurielle ont montré que la méthode du rassemblement doit changer :**

— l'unité doit être fondée sur un projet et un **contrat de gouvernement** entre partenaires solidaires ;

— ce projet doit être élaboré avec une nouvelle méthode, celle de la **démarche " arc-en-ciel "**, associant à la réflexion des partis, les citoyens, les mouvements, les syndicats et les associations qui sont des partenaires du changement social, dans le respect des compétences de chacun.

### DES ENGAGEMENTS CLAIRS ET PRÉCIS

La motion proposée par François Hollande ne dit pas seulement quoi faire et pourquoi. Elle dit aussi comment. C'est sans doute l'essentiel : **les textes doivent servir à être appliqués.**

Pour nous, c'est une leçon essentielle du 21 avril : notre parti a besoin d'élaboration collective, de débats, de réflexions, de discussions. **Il faut en finir avec les projets qui s'élaborent loin des militants et des Français.**

## NOUS VOULONS RÉUSSIR LE CONGRÈS DE DIJON

La diversité de notre parti en fait la force. Notre motion est une synthèse du débat militant et des contributions. Elle veut rassembler largement. Elle engage tous ceux qui l'ont signé et sera scrupuleusement respectée.

**Nous avons besoin d'un PS qui s'oppose à la droite tout de suite et non d'un parti ingouvernable, qui se déchire, sans**

majorité d'idée et avec des équipes composites. **Nous en avons besoin pour reconstruire une gauche crédible.** Nous en avons besoin pour **répondre à l'espérance de tous ceux qui ne se résignent pas à la droite au pouvoir.**

**Le congrès de Dijon doit être à la hauteur de ces enjeux.**

Jean-Claude du CHALARD,  
correspondant départemental de la motion A

Les signataires nationaux de la motion A : Jean-Michel BOUCHERON, Jean-Claude du CHALARD, Emmanuel COUET, Jacques FAUCHEUX, Edmond HERVÉ, Marcel ROGEMONT, Philippe TOURTELIER, appellent les militants d'Ille-et-Vilaine à rejoindre la motion proposée par François HOLLANDE.



## UN PROJET AMBITIEUX POUR LE PARTI SOCIALISTE

### UTOPIA

**UTOPIA** est animé d'une ambition de transformation profonde de la société dans laquelle nous vivons et propose un véritable projet alternatif, ambitieux, fort, ouvrant des perspectives claires pour le moyen et le long terme.

(Cette " trop brève " présentation est un complément de l'Unité 35 n°152, ... et une invitation à la lire la motion...)

#### UNE SOCIÉTÉ LIBÉRÉE DE L'EMPRISE DU TRAVAIL

Le travail demeure et demeurera encore longtemps un lien social important dans la vie des individus. Chacun doit y avoir accès dans les meilleures conditions possibles. Nous voulons lutter contre le chômage et conquérir de nouveaux droits pour les salariés. Cependant, nous remettons en cause la place du travail dans notre société. Nous ne pouvons accepter qu'il soit la forme quasi unique d'organisation du temps et des rapports sociaux. Nous voulons le remettre à sa juste place en en réduisant l'emprise, **en déconnectant un certain nombre de droits de l'exercice d'une activité professionnelle** et en valorisant une reconnaissance sociale basée sur d'autres formes de contribution à la vie collective.

#### DES SOLIDARITÉS RENOUVELÉES ET RENFORCÉES

La réussite de la société que nous voulons construire passe par **une formation initiale et continue de qualité**

Nous réaffirmons notre priorité absolue pour l'école de la République, une école laïque, ouverte, accueillant tous les enfants dans leur diversité. Pour nous, la mission première de l'école est la formation citoyenne, avec des mises en pratique concrètes au travers de projets collectifs portés et réalisés par les élèves. L'Etat doit permettre aux enseignants de mieux gérer l'hétérogénéité des classes, source de richesse, en apportant des moyens adaptés et en améliorant leur formation initiale. Il doit aussi éviter la constitution de ghettos en ayant une politique en matière de carte scolaire qui favorise la mixité sociale. Nous préconisons de rendre obligatoire la poursuite de la formation initiale jusqu'à 18 ans.

Nous souhaitons mettre en place un «contrat d'autonomie» qui permette à tous les jeunes qui le souhaitent de poursuivre leurs études avec la garantie d'un niveau de vie suffisant.

Au-delà de la formation initiale, nous souhaitons que chaque individu ait accès à une formation continue tout au long de sa vie, soit pour acquérir des compétences professionnelles nouvelles, soit pour se reconverter, soit pour concrétiser des projets personnels hors champ professionnel.

#### LA PLACE DES FEMMES

Nous nous positionnons clairement dans une démarche féministe pour rééquilibrer les rôles entre les hommes et les femmes. **Il faut permettre à chacun de concilier au mieux** vie familiale, vie professionnelle, vie personnelle et vie sociale, bref **les différents temps de la vie**..

#### MIEUX ASSURER LA SÉCURITÉ DE TOUS

La sécurité est un des éléments qui contribue au «bien vivre ensemble». Elle est à ce titre **un bien précieux et collectif que chacun doit contribuer à construire** C'est un élément de la solidarité nationale.

Il faut travailler simultanément dans quatre directions : agir sur les causes profondes de l'insécurité ( réintroduire de la mixité sociale, aider les familles dans l'éducation parentale, soutenir la vie associative ), renforcer la socialisation et l'apprentissage des règles de vie collective, protéger les individus (une justice dotée de moyens suffisants, aider les victimes ), répondre à l'acte ( réponse proportionnée utilisant une palette large de sanctions et de réparations, à vertu pédagogique plutôt qu'exclusivement répressive ).

#### UN PROJET DE SOCIÉTÉ POUR L'EUROPE ET LE MONDE

Nous voulons **une Europe Fédérale forte et démocratique**. Nous la voulons **une alternative à la domination libérale mondiale**

Nous souhaitons renforcer la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne en la complétant d'un droit social européen ( SMIC, minimum vieillesse ... ).

L'Europe doit garantir un égal accès aux services publics sur l'ensemble de son territoire. Cela passe notamment par leur développement dans les régions qui en sont les plus démunies. Nous nous prononçons pour une politique européenne de développement durable : environnement, agriculture, industrie, transports, habitat ... Il est du rôle et de la responsabilité des institutions européennes de garantir un avenir plus serein et plus sûr aux générations futures.

Sur le plan de l'organisation politique, nous proposons le renforcement du rôle du Parlement européen, la transformation du Conseil européen en seconde chambre de l'Union et la transformation de la Commission Européenne en véritable gouvernement de l'Europe.

Nous souhaitons que l'Europe parle d'une seule voix en matière de politique étrangère, qu'elle se dote d'une armée capable d'intervenir rapidement pour des opérations de maintien de la paix et qu'elle se saisisse des questions d'aide au développement.

Plus que jamais, si nous voulons construire aujourd'hui un projet de société, nous devons l'inscrire dans un cadre mondial issu de la légitimité des peuples...

**Ainsi notre motion tente d'esquisser un nouveau modèle de société dont nous vous invitons maintenant à débattre.**

Aussi nous comptons sur vous pour porter la parole d'UTOPIA, ou mieux, pour soutenir notre projet.

#### POURQUOI UTOPIA "VA À LA MOTION?"

*Si Utopia prend le risque d'aller à la motion au niveau national c'est pour promouvoir un projet politique de long terme contribuant à l'élaboration de programmes politiques.*

*Certains sourient. Tant mieux ! Cependant, il est souhaitable de rappeler que beaucoup de militants utopiens sont engagés depuis de nombreuses années au sein du PS et-ou dans des organisations syndicales et-ou associatives. " Déniaisés " par la violence de notre système politique, ces militants n'en sont pas moins déterminés et convaincus. Il est des moments où il faut savoir prendre le temps de la réflexion pour mieux agir... et faire vivre ce qui nous fait politiquement vibrer ! Le 21 avril 2002 aura été de ces moments de colère et de honte qui appellent au sens des responsabilités dès lors que l'on s'assume de manière déterminée.*

*La démarche d'utopia se situe sur le long terme et ne s'arrêtera pas à ce congrès. Nous vous invitons donc à nous rejoindre et à poursuivre ensemble le combat.*

*Il existe différents temps dans la vie... et dans l'engagement. La contribution générale tout comme la motion d'Utopia sont issus d'un travail collectif, démocratiquement organisé. Le choix de transformer notre contribution en "motion" a été voté par tous les militants à bulletin secret.*

*Le correspondant local d'Utopia, Olivier Poulain, fait partie des 12% d'utopiens (88% se sont exprimés " pour la motion " ) qui considèrent qu'il est à la fois nécessaire de renforcer la démarche politique d'Utopia, et déterminant de ne pas participer à la division du PS par la multiplication des motions.*

**Franck PUPUNAT**  
Porte-Parole  
de la Motion Utopia

**Pour nous contacter**  
Nationalement - UTOPIA  
3, rue de Lourmel 75015 Paris  
[www.utopia-terre.org](http://www.utopia-terre.org)

# Pour un nouveau Parti Socialiste

Chacun se souviendra longtemps de cette soirée humiliante et douloureuse du 21 avril 2002. Notre pays a vu surgir pendant 15 jours, le spectre de son passé refoulé. Nous ressentions soudain ce que d'autres socialistes et d'autres démocrates européens avaient éprouvé en Autriche, en Belgique Flamande, aux Pays-Bas, au Danemark, en Italie. Un an après montre que notre crédibilité n'a guère retrouvé ces couleurs. Les dégâts sociaux, économiques et politiques des choix du Gouvernement Raffarin ne nous profitent pas, mais alimentent la croyance d'une alternance vers l'extrême droite qui prétend s'installer dans les consciences.

La défaite du 21 avril 2002 nous confronte ainsi à notre marginalisation lente et progressive dans le corps électoral. Seuls 13% de ouvriers et 12% des employés se sont reconnus dans notre candidat, les autres ayant, semble-t-il, choisi désormais d'autres porte-parol François Mitterrand en 1988 totalisait au premier tour 41% des ouvriers et 39% des employés pendant que, déjà, notre candidat Lionel Jospin en 1995 ne totalisait plus que 24% et 20% d'entre eux. Une telle chute ressemble à une rupture de confiance, peut-être à même une rupture de contrat entre les électeurs acquis au socialisme et leurs gouvernants.

Notre parti a perdu une large partie de sa base populaire. C'est donc elle qu'il faut reconquérir faute de devoir prendre la responsabilité et laisser ceux qui nous ont quittés s'installer durablement dans l'abstentionnisme, la protestation ou le populisme.

Beaucoup de socialistes veulent encore se convaincre de la thèse — anesthésiante — de l'accident électoral. Ils veulent résumer à tort la défaite dans la multiplication des candidatures que certains de nos dirigeants ont d'ailleurs eux-mêmes cyniquement planifiées. D'autres évoquent les circonstances médiatiques, notamment l'exploitation de l'insécurité, commodes refuges ; d'autres soulignent les défaillances supposées de notre candidat, lesquelles ne peuvent que renvoyer aux défaillances de notre identité politique que nos électeurs ne savent plus distinguer. Certains ont accusé l'inconséquence des électeurs pour finalement se convaincre que ce n'est pas nous qui avons perdu mais les électeurs qui portaient seuls la responsabilité de la défaite.

Notre parti ne porte ainsi plus la parole de ceux que le système politique décourage, ceux que l'organisation sociale ou la violence économique écrasent. Il n'est plus l'alternance naturelle à la droite, désormais concurrencé par une extrême droite dont l'assise sociale s'élargit à mesure que croît l'impuissance des partis politiques traditionnels à transformer le cours du monde.

Le Congrès de Dijon ne pourra se contenter d'un *statu quo* déprimant ou d'une inacceptable glaciation. Le Parti, que nous aimons et que nous servons, doit redevenir l'instrument de reconquête des cœurs et des esprits, retrouver la force d'attraction de la jeunesse qu'il a perdue, des ouvriers et salariés à qui il n'a plus offert d'espoir, des intellectuels qu'il a négligés. Il devra, en conséquence, se transformer en profondeur.

De la vieille chrysalide doit éclore un nouveau papillon. Si, à Dijon, les socialistes ne sont pas capables de créer sans douleur et en leur sein leur propre nouveauté, y a-t-il la moindre chance que ceux qui nous ont quittés pour s'abstenir, pour se porter sur l'extrême gauche ou l'extrême droite, renouent une relation de confiance avec nous ? Voilà pourquoi il nous faut construire le projet d'un nouveau Parti Socialiste.

Et que l'on ne vienne pas dire que mener l'effort difficile mais vital de renouveler en profondeur nos orientations et notre fonctionnement, nos pratiques et notre projet, remettrait en cause l'unité du Parti. Tout au contraire, c'est le refus de la transformation qui conduirait à faire fuir les nombreux adhérents qui nous ont rejoints, les électeurs qui attendent que ce Congrès de Dijon soit aussi le leur, ces millions de sympathisants qui espèrent de la créativité et de l'audace de ceux dont ils se sont mis à douter.

Jamais, au grand jamais, l'unité du Parti n'est en cause. Car ce Parti est la prunelle de nos yeux. Il est le seul instrument qui peut nous permettre de

reconstruire l'union des forces de gauche et de retrouver les nombreux électeurs perdus, désespérés, ou exclus du système politique.

Le dépôt de la motion «*Pour un nouveau Parti Socialiste*» a pour objet de demander à chacun d'entre vous, militants socialistes, quelles que soient vos trajectoires, vos origines géographiques, votre histoire personnelle à l'extérieur ou dans le Parti, **d'utiliser la parcelle de souveraineté qui est la vôtre pour peser sur notre destin commun.**

Cette motion a pour objet de briser le silence politique, et d'entrer dans les débats interdits qui secouent la société française, que pourtant la société politique esquive et refuse d'affronter. La société est traversée par des conflits d'une violence nouvelle, l'économie montre sa cruauté dans ses conséquences sociales, le système politique est frappé de discrédit.

Faire comme si les réformes pouvaient s'accouder sans douleur, se concevoir sans conflit, dans la vision consensuelle d'une société qui ne connaîtrait pas les affrontements d'intérêts, voilà qui procède du langage aseptisé hérité de la technocratie, langage conduisant à l'autisme ou à l'isolement politiques.

Brandir, à l'inverse, les vieux outils et les vieux slogans en les sachant inopérants, pour finalement au moment de l'accession au pouvoir, se rallier à la meilleure résignation, est tout aussi vain et condamnable.

Les électeurs ont sanctionné les habitudes conservatrices des socialistes consistant à proclamer d'un côté des principes politiques et de l'autre à agir en leur tournant le dos.

C'est cette gauche-là qui a été sanctionnée le 21 avril. Voici pourquoi nous voulons en réinventer une autre.

Notre but, avant toute chose, c'est la rénovation du projet. A tous les militants socialistes, nous lançons cet appel. Il s'adresse à ceux qui depuis longtemps sont convaincus que nous n'avons pas d'autres choix que de nous transformer nous-mêmes. Il s'adresse aussi, sans exclusive, à tous ceux qui doutent et qui hésitent.

Venez nous aider dès maintenant à faire prévaloir notre projet pour le futur Parti socialiste. **Ce projet peut triompher grâce à vous.** Il peut, par le rassemblement de toutes nos forces, peser sur le destin du Parti, de la gauche et en modifier l'histoire, en dehors de tout accommodement.

Nous le défendrons avec vous, quel qu'en soit le prix, parce qu'il est le socle indestructible de nos choix européens, la fondation de la VI<sup>e</sup> République, l'affirmation d'une politique économique de gauche qui fasse de la justice un élément moteur de la croissance, le retour de l'existence sociale, la révolution fiscale au service de la justice et de l'égalité, l'engagement de nouveaux chantiers sociétaux, l'obligation de la démocratie retrouvée au sein du Parti Socialiste.

**Arnaud MONTEBOURG,  
Vincent PEILLON, Gérard FILOCHE**

Je suis intéressé pour recevoir d'autres informations NPS

NOM : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

# LA MOTION MILITANTE... pour que vive la Gauche !

«La motion militante» menée par Marc Dolez, dans laquelle se sont rassemblées les contributions générales «PS+» (Pierre Larrouout «Pour une nouvelle gauche» (Jean-Patrick Gille) et «Parole militante» (Barthélémy Alcantara) est pas une motion comme les autres. Ecrite par et pour les militants, elle est née d'une indignation collective. Le 21 avril 2002, Lionel JOSPIN est parti. Ils sont tous restés. Face à la pire des sanctions infligées par les citoyens, nos responsables nationaux ont choisi de n'entendre ni la défiance des citoyens, ni la col des militants.

Le Congrès de Dijon ne peut pas être celui d'une majorité incohérente et d'une unité de façade. Pour être à la hauteur du message du 21 avril notre congrès devra être fondateur. Nos propositions sont claires, simples et ambitieuses : écouter les militants ; ouvrir l'animation de notre Parti au plus grand nombre : femmes, jeunes, militants issus de l'immigration ; recomposer nos instances nationales à l'image de la sociologie militante ; limiter le cumul des responsabilités internes et des mandats électifs qui verrouillent encore nos débats... C'est cette réforme de notre Parti qui rendra possible la naissance d'un grand Parti audacieux, novateur, susceptible de retrouver la confiance des Français.

## I. RETROUVER NOTRE IDENTITÉ

Nous voulons retrouver les bases de notre engagement politique et réaffirmer haut et fort notre identité socialiste. Nos valeurs sont claires : liberté, égalité, fraternité, laïcité, solidarité.

## II. COMBATTRE LES INÉGALITÉS

Le 21 avril 2002, le monde du travail n'a pas voté pour nous. Si les travailleurs se sont détournés, c'est sans doute que nous n'avons pas pris conscience de la gravité de la crise qui morcelle notre société.

**Pour le plein emploi, une augmentation des salaires, des retraites préservées :** à elle seule, la croissance n'est pas la solution. Il faut donc s'attaquer radicalement au chômage et à la précarité : réouvrir sans tabou le dossier de la réduction du temps de travail, favoriser l'augmentation des bas salaires, permettre à ceux qui le souhaitent de partir à la retraite après 40 ans de travail, redistribuer les richesses en utilisant l'impôt...

**Contre l'ouverture du capital des services publics, pour un Etat fort :** L'Etat doit jouer tout son rôle, en gardant le contrôle complet des services publics (leur nécessaire modernisation ne doit pas être le prétexte à leur démantèlement) et en axant ses priorités sur la formation. L'école de la République, laïque et créatrice d'équité, est au centre de la lutte contre la reproduction des inégalités.

## III. UN MONDE PLUS JUSTE, UNE PLANÈTE PRÉSERVÉE

Le monde doit être capable d'organiser la protection mondiale des revenus du travail, de garantir la souveraineté alimentaire des peuples, et de préserver son environnement. L'annulation de la dette des pays pauvres, la démocratisation des instances internationales, la lutte acharnée contre la spéculation financière qui affame les populations et les empêche de se soigner sont des combats qu'il nous faut mener, réellement.

## IV. POUR UNE EUROPE POLITIQUE, SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE

Un Parti Socialiste Européen fort et une gauche européenne militante, organisée sera à la base d'un véritable projet politique pour l'Europe : des institutions plus démocratiques (avec un gouvernement fédéral responsable devant le Parlement européen), un véritable traité de l'Europe sociale, une diplomatie et une défense communes.

## V. POUR UNE RÉPUBLIQUE MODERNE, UNE DÉMOCRATIE RENFORCÉE

Pour renforcer notre démocratie, et rendre le pouvoir à tous, nous proposons :

- Une vaste réforme des institutions, et notamment des parlementaires disponibles pour exercer leur pouvoir grâce au mandat unique
- Une véritable démocratie ouverte à tous (limitation du cumul de mandats, stricte parité, droit de vote de tous les étrangers aux élections locales...),
- La promotion d'une démocratie participative, sociale, vivante.

## VI. UN PARTI RÉNOVÉ :

### PROPOSITIONS POUR UN CONGRÈS CONSTITUANT

**Notre Parti doit devenir l'exemple de notre projet :**

— **En recomposant nos instances dirigeantes :** les membres du conseil national et du bureau national sont peu représentatifs de la réalité militante des Socialistes. Nous voulons réduire la mainmise des appareils sur le Parti, en laissant la moitié de nos instances nationales à des membres élus directement par les militants dans les fédérations.

— **En consultant régulièrement les militants :** l'expression des militants par consultation directe permettra de reconnecter régulièrement nos responsables avec les militants. De même, l'organisation de convention régulières, et l'obligation de compte-rendu de mandat devront permettre de recréer un lien entre les élus et les militants.

— **Décentraliser le Parti :** ce sont dans les fédérations et dans les sections qu'existe le Parti. C'est là que nos moyens financiers doivent, en priorité, être attribués.

— **Renouveler, rajeunir, féminiser :** il ne s'agit pas seulement d'afficher des intentions. Nos règles internes doivent permettre aux femmes d'accéder à la moitié de tout, mais aussi aux jeunes, à toutes les classes sociales, aux militants issus de l'immigration de prendre des responsabilités.

— **Partager et démocratiser le pouvoir :** Le Parti Socialiste doit s'appliquer son projet politique sur les institutions et limiter strictement en son sein le cumul des mandats et des responsabilités internes.

Nous voulons ainsi construire un Parti vivant et ouvert, sans tabou, sans prudence excessive sur les sujets de société (drogues, homoparentalité, euthanasie, prostitution...), en mesure de rassembler la gauche autour de lui et de retrouver la confiance des Français.

A travers l'ensemble de ces propositions, «La motion militante» assume les propositions faites par les militants. Elle les reconnaît comme acteurs à part entière de notre projet politique. Nous ne prétendons pas avoir des réponses toutes faites, dans tous les domaines. Mais nous voulons démontrer que sur les questions fondamentales (chômage, retraite, démocratie, Europe...), une autre politique est possible. Il n'est pas l'heure de construire un projet de gouvernement. Il est l'heure de réformer notre Parti pour retrouver le sens du débat et la force de nos convictions politiques.

**Franck PICHOT**

correspondant départemental de la Motion D  
06 12 30 49 81 - franckpichot@hotmail.com



# POUR UN NOUVEAU MONDE, UN AUTRE CHEMIN

(Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon, Alain Vidalies)

Socialistes, nous portons des valeurs humanistes. Nous croyons à la solidarité, à l'égalité des chances. Nous sommes les tenants d'une philosophie qui place l'homme au centre de toutes les préoccupations comme fin de tous progrès (économiques, technologiques, médicaux...).

L'échec sévère du 21 avril n'est pas un simple accident électoral, il est le résultat du détachement progressif de notre électorat qui ne se reconnaît plus dans le discours, mais surtout dans les actes de la direction actuelle du Parti Socialiste. C'est la confirmation apportée par une enquête récente du CEVIPOF qui met en évidence le déclin du P.S. parmi l'électorat populaire (41% des ouvriers votaient pour le P.S. en 1988, contre 13% en 2002 à l'élection présidentielle). Il serait donc naïf de croire que les électeurs déçus par la droite nous reviendront par défaut. Ils nous feront confiance si nous sommes capables de proposer un autre projet, défendu par des femmes et des hommes qui n'ont pas failli.

## RASSEMBLER

Un congrès, c'est la parole donnée aux militants. Chacun doit pouvoir choisir librement, en fonction de ses propres analyses, les orientations qu'il souhaite pour son parti. Rassembler ! Tous les socialistes le veulent. Qui voudrait d'un parti socialiste affaibli ? L'ambition de Nouveau Monde n'est pas seulement de **rassembler le Parti Socialiste**, mais aussi d'**unir toute la gauche** sur un projet dans lequel elle se reconnaît.

Les militants attendent plus de ce congrès que des empoignades pour le pouvoir. Quelle société voulons nous demain ? Quelle ligne politique allons nous adopter ? Composer ou rompre résolument avec le libéralisme ? Nous contenterons nous de reprendre en le repeignant de couleurs plus séduisantes le projet qui nous a conduit au désastre du 21 avril ? A toutes ces questions, la réponse de nouveau monde est claire, nous défendons notamment les engagements suivants :

## S'ENGAGER

• **Refus de toute privatisation et dynamisation des services publics** ou ouverture de capital des entreprises publiques (et à terme, privatisation complète de ces entreprises). Nous relancerons l'économie et l'emploi par une politique plus offensive en direction de l'éducation, de la santé, de la culture. Refus de soumettre le service public aux règles de concurrence.

• **Réduction de la T.V.A. à 15%**, le plus injuste des impôts, et compensation du manque à gagner par les impôts progressifs. Notre orientation n'est pas moins d'impôts mais un impôt plus juste.

• **Défense des salariés** : Le C.D.I. devra demeurer le droit commun du contrat de travail, trop d'employeurs ont recours systématiquement aux emplois précaires. Nous proposons des mesures pour limiter ce type d'abus en réglementant le droit de licenciement. Le Parti Socialiste doit représenter et défendre les ouvriers, les salariés et plus globalement toutes les personnes défavorisées par le système économique, social et familial.

• **République, Citoyenneté appuyées sur le principe de laïcité**. Ce principe est le seul garant d'une liberté absolue de conscience, de l'égalité des citoyens mais aussi un rempart contre toute forme de communautarisme. Elle nous permettra de refaire société et de réapprendre à vivre ensemble.

Texte rédigé par Rodolph Weimar, Armand Bussard, Gérard Jameux et Gilbert Ternil.

**Signataires nationaux de la motion** : René Biger (CF, syndicaliste), Alain Caremel (Maire de La Richardais), Michelle Cattania (militante féministe), Laurence Duffaud (BF, VP Rennes-Métropole) Marie-France Kerlan (BF, CN), Patrick Leborgne (BF, syndicaliste), Mireille Massot (Conseillère générale), Cyrille Morel (BF, secrétaire de section), Isabelle Thomas (CN, secrétaire de section, conseillère régionale), Jean-Louis Tourenne (Président Groupe Socialiste au Conseil Général).

• **Retraite par répartition à taux plein à 60 ans**, revalorisation des bas salaires.

• **Instauration d'un nouvel ordre juridique international** coordonnant toutes les organisations spécialisées telles que le l' O.M.C., le F.M.I. e la banque mondiale. Ce nouvel ordre instaurerait une hiérarchie des normes internationales, dans laquelle des principes supérieurs s'imposeraient à la liberté du commerce (interdiction du travail des enfants, liberté syndicale, refus de toute marchandisation du vivant, règles de sécurité environnementales). La volonté exprimée à Porto Alegre, et er d'autres occasions, par des centaines de milliers de femmes et d'hommes est devenue aujourd'hui une espérance, celle d'un autre monde possible, un monde plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus pacifique.

• **Une Europe fédérale et démocratique**, se dotant d'une constitution, d'un traité social, d'un parlement souverain et d'un gouvernement européen responsable devant le parlement, afin que l'Europe ne se borne pas à être une vaste zone de libre échange où se pratique le dumping social. La mise en œuvre de ces orientations doit conditionner tout élargissement.

## AGIR

Ce n'est pas rêver que de vouloir transformer en avancées sociales les augmentations de la richesse nationale (+ de 50% en 20 ans) : c'est avancer d'autres priorités, développer une autre philosophie. Le socialisme, c'est la volonté de façonner une société plus juste, les ambitions d'aujourd'hui ne seront réalité demain qu'à la condition qu'on en ait la volonté politique et que l'on ne se contente pas de faire office de pompiers sociaux.

Nous ne disons pas aujourd'hui le contraire de ce qu'étaient nos engagements hier. Pour éviter ce genre de dérive nous souhaitons faire avancer la démocratie partout, et d'abord dans le Parti Socialiste. Dans un grand parti comme le nôtre, la démocratie, pas seulement dans les apparences, doit être la règle. Chacun doit pouvoir s'exprimer en toute liberté, selon ses convictions, sans craindre des mesures de rétorsions ultérieures. C'est notre diversité qui fait notre richesse. Les militants, les sections doivent pouvoir être entendus ; leurs propositions doivent être discutées sans procès, leurs choix respectés, c'est pourquoi, nous nous engageons à consulter régulièrement les militants sur les grandes orientations gouvernementales et leur association à l'exercice du pouvoir à tous les échelons.

## CONTACT :

M.-F. KERLAN - 02 99 50 18 73 - I. THOMAS - 02 99 56 34 39 - e-mail : [laurenceduffaud.rennes@wanadoo.fr](mailto:laurenceduffaud.rennes@wanadoo.fr) — [www.nouveau-monde.info](http://www.nouveau-monde.info)

**Modes de scrutin.** Alors qu'aujourd'hui nous sommes fortement préoccupés par la hausse du chômage, par la multiplication des vagues de licenciements, par la guerre en Irak... le gouvernement Raffarin vient de réformer, par une manœuvre inqualifiable, les modes de scrutin régional et européen. Les élections de 1998 avaient certes mis en lumière les défauts du mode de scrutin : pas de vision régionale, pas de majorité nette ; rappelons que le gouvernement de Lionel Jospin avait fait adopter, en janvier 1999, une réforme équilibrée : circonscription régionale et prime majoritaire comme pour les élections municipales. La réforme concoctée par l'UMP est destinée à étouffer la diversité des sensibilités politiques ; elle fait l'unanimité contre elle. Devant la protestation générale, M. Raffarin a choisi le passage en force et l'utilisation du fameux article 49-3 qui supprime tout débat. «Après le sursaut républicain du mois de mai, on ne peut qu'être consterné par un tel mépris de la vie démocratique. Ces manœuvres sont particulièrement contraires à nos traditions bretonnes où les confrontations d'idées et de projets ont toujours animé la vie publique» a regretté Jean-Yves Le Drian, porte-parole de l'Union Régionale du Parti Socialiste (BREIS).

**Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF).** Au cours de la discussion du projet de loi relatif à l'initiative économique (conçu pour faciliter la création d'entreprises), le gouvernement et la majorité de M. Raffarin ont fait adopter trois amendements visant à réformer l'ISF. Une nouvelle baisse des impôts qui ne va toucher que 1% des ménages les plus aisés ! Voilà donc un nouveau cadeau fiscal pour les plus riches, les classes sociales défavorisées doivent, elles, faire face à la dégradation de leur pouvoir d'achat.

**Loi de modernisation sociale.** Les vagues de licenciements se multiplient depuis plusieurs semaines, Metaleurop, Daewoo, Arcelor, Air Lib, Péchiney... Le gouvernement n'a pas cherché à endiguer ce flot. Il l'a encouragé. La suspension par la loi

Fillon des principales mesures de prévention contre les licenciements, contenues dans la loi de modernisation sociale, constitue une véritable incitation à licencier. Ce mauvais signal pour les salariés, donné aux entreprises, est aggravé par la non application d'un des principaux dispositifs de la loi de modernisation sociale non suspendu, relatif à la responsabilité des entreprises à l'égard des bassins d'emplois frappés par les suppressions d'emplois. Le gouvernement Raffarin et sa majorité ont en fait privé les salariés de nombreuses dispositions qui auraient pu les protéger.

## Une politique Hégémonique et anti-sociale

**SMIC.** Le 1<sup>er</sup> juillet 2002, le gouvernement a décidé de ne pas donner le coup de pouce au SMIC. Depuis, il a supprimé son indexation sur la croissance. La revalorisation annoncée ne concerne que ceux qui sont passés de 39 à 35 heures (600 000 sur plus de 2,5 millions). Pour 2003, le gouvernement a décidé de ne pas augmenter, comme prévu, la prime pour l'emploi ce qui aurait permis aux salariés payés au Smic de bénéficier de l'équivalent d'un 13<sup>e</sup> mois.

**Jeunesse.** Plus aucun emploi-jeune ne sera signé. Les contrats en cours iront à leur terme mais ne seront pas renouvelés. Pour 2003, 51 900 emplois-jeunes seront ainsi supprimés dont 20 000 aides-éducateurs dans l'Education nationale tandis que les contrats-jeunes en entreprise, instaurés par M. Fillon, en juillet 2002, ne rencontrent pas le succès escompté. En 2002, 4 800 demandes de contrats sont enregistrées

alors que 18 000 étaient attendues. Ces contrats exonérés de toutes charges sociales permettent aux entreprises d'embaucher des jeunes peu qualifiés sans aucune obligation de formation et d'accompagnement, condition pourtant nécessaire à une insertion durable dans l'emploi. Il est instauré au détriment des contrats d'apprentissage et de qualification pour les jeunes.

**Une politique suicidaire et mensongère.** C'est ainsi que Nathalie Appéré, Adjointe au Maire de Rennes, déléguée à la vie associative, a qualifié lors de la séance budgétaire du Conseil Municipal, le 15 mars dernier, la politique du gouvernement de M. Raffarin «*Suicidaire et mensongère, en refusant par exemple de reconnaître les difficultés qu'il faut présenter des budgets non sincères. Tant pis pour le déficit que la droite promet désormais comme un outil de gestion, après avoir tant critiqué le gouvernement Jospin, accusé de ne pas réduire suffisamment le déficit pourtant ramené à 1,4% contre plus de 3% aujourd'hui. Tant pis pour les critères de convergence de l'Union Européenne. Tant pis pour les plus faibles qui font les frais d'une politique libérale injuste. Tant pis pour la culture, l'éducation, le logement, la politique de la ville. Tant pis pour les collectivités locales. Elles seront sacrifiées sur l'autel d'une future décentralisation qui en guise de projet de réforme de l'Etat et d'aménagement du territoire ne se résume en réalité qu'à un transfert de charges.*

**Lénaïc BRIÉRO**  
Secrétaire Fédérale

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Votre abonnement à L'Unité 35  
arrive à échéance ?

un bon réflexe : réabonnez-vous

Bulletin à renvoyer à l'Unité 35 :  
45 bis, boulevard de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Ville : \_\_\_\_\_

(0,76 euros, le numéro - 10 numéros par an).  
Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de  
Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).